



CH de Barentin
CH du Belvédère
CH du Bois-Petit
CH de Darnétal
CH de Gournay-en-Bray
CH de Neufchâtel-en-Bray
CHU de Rouen
CH du Rouvray
CH d'Yvetot



CHU ROUEN NORMANDIE
ETABLISSEMENT SUPPORT DU « GHT ROUEN CŒUR
DE SEINE »



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

*CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)*

MAINTENANCE PREVENTIVE DES GAZ
MEDICAUX POUR LES
ETABLISSEMENTS MEMBRES DU
« GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »

SOMMAIRE

PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.....	4
CONTEXTE	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 2 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
2.1 - Procédure de mise en concurrence	5
2.2 - Type de marché.....	5
2.3 - Allotissement	6
2.4 - Forme du marché public	6
2.5 - Durée du marché	6
2.6 - Délais d'exécution.....	7
2.7 - Codes nomenclature CPV.....	7
2.8 - Modifications au marché.....	7
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 5 - GARANTIE	8
ARTICLE 6 - DECLenchement DES PRESTATIONS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	9
6.1 - Déclenchement des prestations/conditions de commandes	9
6.2 - Modification d'un bon de commande	10
6.3 - Annulation d'un bon de commande	10
ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	10
7.1 - Prix du marché	10
7.2 - Nature du prix	10
7.3 - Contenu des prix	10
7.4 - Révision des prix	11
7.5 - Clause de sauvegarde	11
ARTICLE 8 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ.....	11
8.1 - Mode et délai de paiement	11
8.2 - Avance	12
8.3 - Comptable	12
8.4 - Changement de taxes.....	12
8.5 - Nantissement	12
8.6 - Retenue de garantie	12
ARTICLE 9 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	12
ARTICLE 10 - SOUS - TRAITANCE.....	13
ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD	14
11.1 - Pénalité pour non-respect du planning annuel.....	14
11.2 - Pénalité pour astreinte :.....	14
11.3 - Cas de force majeure.....	14
ARTICLE 12 - MISE EN REGIE – SANCTION COERCITIVE.....	14
ARTICLE 13 - RESILIATION/LITIGE/ELECTION DE DOMICILE	15
13.1 - Résiliation du marché par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine	15
13.2 - Règlement judiciaire ou liquidation des biens	15
13.3 - Résiliation sur demande du titulaire – Cas de force majeure	15
13.4 - Résiliation aux torts du titulaire	15
13.5 - Date d'effet de la résiliation	16
13.6 - Election de domicile	16
ARTICLE 14 - REMISE DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE CONTRAT.....	16

ARTICLE 15 - AFFIRMATION.....	16
ARTICLE 16 - LIMITATION DES EXONERATIONS DE LA RESPONSABILITE DU TITULAIRE	16
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	16
ARTICLE 18 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	17
ARTICLE 19 – DEROGATION AU CCAG-FCS	17

PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de consultation article 5.1.

CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU Rouen Normandie comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU Rouen Normandie (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,

- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- l'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- la planification et la passation des marchés ;
- le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU Rouen Normandie est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU Rouen Normandie assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- la vérification du service fait ;
- la liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- le traitement de 1er niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché public concerne la maintenance préventive des gaz médicaux pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

Les établissements concernés par le présent marché public sont listés dans l'annexe 1 au CCAP.

ARTICLE 2 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 - Procédure de mise en concurrence

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-1 à 5 du code de la commande publique.

2.2 - Type de marché

Marché(s) de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : 1	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

2.3 - Allotissement

Le présent marché comprend 2 lots :

- Lot n°1 : Maintenance du réseau des fluides médicaux pour le CHU ROUEN NORMANDIE et CH du Belvédère
- Lot n°2 : Maintenance du réseau des fluides médicaux pour les autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine (hors CHU ROUEN NORMANDIE et CH du Belvédère)

2.4 - Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre mixte sans minimum mais avec un maximum, comprenant :

- Une part des prestations programmables conclue à prix global et forfaitaire fixée à l'acte d'engagement ; La part de prestations programmables correspond au forfait de maintenance annuelle.
- Une part des prestations non programmables (astreinte) conclue à prix unitaires tels que précisés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU). La part de prestations non programmables correspond aux astreintes et aux prestations synoptiques.

Pour le lot 1, le montant maximum est de 925 000 € HT

Pour le lot 2, le montant maximum est de 215 000 € HT.

Il est mono-attributaire.

2.5 - Durée du marché

- **Pour le lot n°01**, le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci intervient à une date postérieure.

Le marché peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an à compter du 1^{er} janvier de chaque période.

En tout état de cause, le marché ne pourra dépasser la date du 31/12/2029.

- **Pour le lot n°02**, le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci intervient à une date postérieure.

Le marché peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an à compter du 1^{er} janvier de chaque période.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

2.6 - Délais d'exécution

Concernant la maintenance préventive, un planning annuel des interventions est fixé d'un commun accord avec la Direction des travaux du CHU de Rouen Normandie. Toute modification du planning ne produit d'effet qu'après acceptation écrite préalable et signée par les deux parties.

Dans le cadre de l'astreinte, le titulaire s'engage sur simple appel téléphonique à intervenir dans un délai maximum de 2 heures à partir de la réception de l'appel.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

2.7 - Codes nomenclature CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) sont :

Intitulé	Classifications principales	Classifications complémentaires
Services de maintenance préventive	50324200	/

2.8 - Modifications au marché

Le CHU Rouen Normandie (Etablissement support du GHT Rouen cœur de Seine) se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces constitutives du marché, dont les originaux gardés par le CHU Rouen Normandie, font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) du lot concerné et son (ses) annexe(s) éventuelle(s) :
 - Acte spécial de sous-traitance ;
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - L'annexe 1 au CCAP : liste des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » et informations relatives au paiement ;
 - L'annexe 2 au CCAP : conditions de livraison ;
 - L'annexe 3 au CCAP : fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
 - L'annexe 4 au CCAP : Code service CHORUS ;
 - L'annexe 5 au CCAP : L'attestation de visite ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné ;
- Le mémoire technique du soumissionnaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (cette pièce n'est pas intégrée au dossier de consultation mais est réputée être connue du titulaire du marché) ;

- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les commandes émises par les établissements membres du GHT Rouen « Cœur de Seine » et les éventuels ordres de services.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

ARTICLE 5 - GARANTIE

Le titulaire doit produire, dans le mois suivant la notification de son marché, une attestation de son assureur indiquant la nature de la garantie couvrant tous les risques d'accidents imputables à l'entreprise.

Le titulaire doit avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue, un contrat d'assurance couvrant, notamment, entre autre garantie les conséquences qu'il peut encourir dans le cas d'accidents causés au tiers et engageant sa responsabilité à l'occasion des opérations objet du présent marché.

Il est précisé que sont exclus les dommages dus :

- à un cas de force majeure tel que défini par la législation et reconnu par la jurisprudence ou comme déterminé ci-après : Est considéré comme cas de force majeure, exonérant le titulaire de toute responsabilité, tout fait ou événement imprévisible qui le met dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de ses engagements ou qui ne lui permet pas d'empêcher le dommage qui s'est, tel que les faits de guerre, émeutes, mouvements populaires. Dans les cas de force majeure prolongés entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt de longue durée des prestations et des fournitures du titulaire, celui-ci devra proposer à l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine une adaptation provisoire du contrat à cette situation, notamment dans les clauses de facturation.

La responsabilité du titulaire est engagée par l'exécution de sa mission en cours d'exploitation, le titulaire découvrant un vice caché sur une des installations, s'engage à en informer l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine lui proposant toute action ou mesure à prendre pour préserver ses intérêts ou y remédier.

ARTICLE 6 - DECLenchement DES PRESTATIONS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

6.1 - Déclenchement des prestations/conditions de commandes

Emission d'un bon de commande :

La part des prestations programmables fait l'objet de l'émission d'un bon de commande annuel.

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique, les prestations non programmables à prix unitaires sont commandées au fur et à mesure des besoins par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Les prestations non programmables font l'objet de demandes de devis adressées au titulaire par télécopie ou courriel. Le titulaire dispose d'un délai de huit (8) jours calendaires, sauf urgence indiquée dans la demande, à compter de la réception de la demande pour formuler son devis au demandeur.

Sur la base du devis accepté par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, après corrections éventuelles, le bon de commande est notifié au titulaire.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par ce marché public ne peuvent cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les commandes sont faites au moyen des bons de commandes qui comportent :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence au marché ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser en référence au BPU pour le lot concerné ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché public.

Les bons de commandes ne peuvent être considérés comme engageant l'établissement du GHT émetteur des bons de commandes que s'ils sont revêtus de la signature du représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations telles que définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

6.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.3 - Annulation d'un bon de commande

Chacun des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par le présent marché public peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des fournitures livrées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

Exceptionnellement, pour satisfaire les besoins extrêmement urgents, pourront être passées des commandes par télécopie. Les commandes télécopiées ne devront être honorées que si le document émis porte la signature du représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1 - Prix du marché

Les prestations faisant l'objet du marché sont passées à prix global et forfaitaire.

7.2 - Nature du prix

Le prix global et forfaitaire figure à l'acte d'engagement et est décomposée à la DPGF.

Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques et légales existantes définies à l'acte d'engagement : mois m0.

Les prix sont révisables selon les modalités de l'article 6.4 du présent document.

7.3 - Contenu des prix

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement du marché est indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement et à la DPGF sont des prix forfaitaires, incluant toutes les sujétions afférentes aux prestations exécutables dans un établissement public de santé en activité, et en particulier pour les services de soins :

- Respect des règles d'hygiène individuelle et collective ;

- Prévention des maladies nosocomiales par la mise en place, sur indications du Département d'Hygiène Hospitalière du CHU de Rouen, des protections adaptées ;
- Report des interventions motivées par l'urgence médicale sans pouvoir prétendre à aucun supplément de rémunération ni indemnité.

7.4 - Révision des prix

Le prix global et forfaitaire des prestations de base est révisable annuellement à chaque date anniversaire du marché, par application de la formule de révision de prix ci-après, sous réserve de la réglementation des prix en vigueur :

$$P = P_0 \left(0,125 + 0,875 \frac{I_m}{I_o} \right)$$

P =	Prix révisé
P ₀ =	Prix de base figurant dans le marché
I _m =	Indice Ingénierie du mois de la date anniversaire du marché
I _o =	Indice Ingénierie du mois d'établissement des prix du marché

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Lorsque, durant une période donnée, interviennent des accords particuliers entre le gouvernement et le titulaire, ou sa branche professionnelle, concernant l'évolution des prix, ces accords se substituent en tout état de cause aux clauses ci-dessus décrites. Une mention écrite en sera faite au CHU Rouen Normandie.

7.5 - Clause de sauvegarde

Si la révision, calculée comme dit ci-dessus, entraîne pour une période, une augmentation de plus de 3 %, le marché peut être immédiatement résilié par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, sans indemnité.

ARTICLE 8 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHE

8.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, concerné par le présent marché.

Le paiement s'effectuera conformément aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement le délai légal fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

8.2 - Avance

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, une avance est proposée au titulaire pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. Celui-ci peut accepter ou refuser le bénéfice de l'avance en l'indiquant à l'acte d'engagement.

Si le délai d'exécution N du marché, exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant, en prix de base, est égal à 5% du montant du marché. Si le délai N dépasse 12 mois, il est égal au produit de ces 5% par 12 / N. Le montant de l'avance n'est pas affecté par les variations de prix.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté, à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

8.3 - Comptable

Les comptes assignataires chargés des paiements figurent à l'annexe 1 du présent CCAP.

8.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au fournisseur ou à l'acheteur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

8.5 - Nantissement

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie, établissement du GHT Rouen Cœur de Seine, est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique) ou délivrer un certificat de cessibilité de créances (NOTI6).

8.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 9 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facture dématérialisée est un réel outil de simplification des rapports entre les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et ses fournisseurs.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- **en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe 3)**
- **un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>**

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. Pour le CHU Rouen Normandie, le code service est DTST. Pour les autres établissements, le code service est disponible en annexe n°4.

ARTICLE 10 - SOUS - TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG FCS).

ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais prévus indiqués dans son mémoire technique l'exécution des prestations, il encourt sur ses créances des pénalités.

Toutes les pénalités du présent marché s'entendent appliquées sur les prix HT révisés et TVA en sus ou sur les prix TTC révisés.

11.1 - Pénalité pour non-respect du planning annuel

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire déroge au respect du planning global de la maintenance préventive annuelle approuvé par les parties et en l'absence d'accord écrit préalable de modification de ce planning, une pénalité de 100 € par infraction et par jour de retard pourra s'appliquer.

11.2 - Pénalité pour astreinte :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasserait le délai d'intervention fixé dans le présent marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par heure de retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées en dehors des délais contractuels.

11.3 - Cas de force majeure

Dans l'hypothèse où l'impossibilité du titulaire serait justifiée par un motif de force majeure, celui-ci est invité à en faire part au CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, à l'appui de tous les justificatifs nécessaires.

Cette justification devra être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard dans les 15 jours ouvrés suivant la demande d'intervention. Passé ce délai, aucune justification ne pourra être prise en considération.

Le CHU Rouen Normandie pourra éventuellement prendre de manière unilatérale la décision de reconnaître l'absence de faute du titulaire. Il en sera alors averti par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de sa demande. L'absence d'information par le CHU Rouen Normandie vaut rejet de la demande du titulaire.

ARTICLE 12 - MISE EN REGIE – SANCTION COERCITIVE

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché, l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine peut le mettre en demeure d'y satisfaire dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer des prestations conformes aux dispositions contractuelles, une mise en régie à ses frais et risques peut être décidée. "Les excédents de dépenses qui résultent de la régie sont à la charge du titulaire". De même, la diminution des dépenses ne lui profite pas. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, ou à défaut sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le titulaire peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour remplir sa mission conformément aux dispositions du marché.

Après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification de la décision de mise en régie, la résiliation du marché peut être décidée aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité pour ce dernier.

ARTICLE 13 - RESILIATION/LITIGE/ELECTION DE DOMICILE

13.1 - Résiliation du marché par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine

Le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant son achèvement, par une décision unilatérale de résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions fixées à l'article 42 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire en raison de ses fautes.

13.2 - Règlement judiciaire ou liquidation des biens

Le présent marché sera résilié de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité, en cas de procédure de liquidation de biens, de règlement judiciaire ou amiable, ou de suspension provisoire. Il pourra être également résilié s'il est constaté une défaillance du titulaire lorsqu'en cours d'exécution des travaux ou opérations de maintenance, il n'a pas satisfait à ces obligations contractuelles dans le délai imparti par la mise en demeure de l'établissement du GHT concerné.

13.3 - Résiliation sur demande du titulaire – Cas de force majeure

Le marché peut être résilié sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité en cas d'événement ne provenant pas de son fait, et qui rendrait absolument impossible l'exécution du marché si le titulaire le demande. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

13.4 - Résiliation aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché peut selon les modalités ci-après exposées, être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, notamment dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il a sous-traité sans en référer au CHU Rouen Normandie,
- b) lorsqu'il n'a pas rempli en temps utile les obligations relatives au cautionnement ou à l'assurance,
- c) lorsqu'il déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels,
- d) lorsqu'il ne s'est pas acquitté de ses engagements dans les délais prévus,
- e) Lorsqu'il s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations,

- f) s'il refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les garanties contractuelles de son marché,
- g) lorsque postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la Personne publique,
- h) d'une façon générale, lorsqu'il a commis une faute grave dans l'exécution de ses prestations.

La décision de résiliation dans un des cas ci-dessus prévus, ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de *15 jours*.

En outre, dans les cas prévus au d, f, h, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

13.5 - Date d'effet de la résiliation

Sauf en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

13.6 - Election de domicile

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

ARTICLE 14 - REMISE DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE CONTRAT

Le titulaire, à cessation du marché, s'engage à laisser les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement et de sécurité.

Un état des installations sera dressé contradictoirement à la date d'achèvement des prestations du contrat.

En cas de négligence ou de carence dûment constatée dans l'exécution des clauses du présent marché, les travaux de remise en état nécessaires seront à la charge exclusive du titulaire.

ARTICLE 15 - AFFIRMATION

Le titulaire affirme que l'entreprise unique ou le groupement d'entreprises qu'il représente a reçu l'agrément des opérateurs pour exercer les fonctions définies au présent marché et qu'en cas de suppression de cet agrément, il s'engage à en informer le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine. De plus, cette suppression d'agrément serait une clause de rupture du présent marché.

ARTICLE 16 - LIMITATION DES EXONERATIONS DE LA RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire ne pourra se prévaloir, pour exonérer sa responsabilité de cas fortuits ou de force majeure, que dans la mesure où il se sera conformé à la réglementation et la législation en vigueur applicables aux présentes installations.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions relatives à la résiliation pour événements liés au marché public issues de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 18 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie, un établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R.2197 – 1, R.2197-16 et R.2197-23 à R2197-24 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 19 – DEROGATION AU CCAG-FCS

IL EST DEROGE AU CCAG-FCS POUR LES ARTICLES SUIVANTS :

L'article du C.C.A.P.	déroge à l'article du CCAG-FCS
3	4.1
6.1	3.7.1
10.1	14.1.1
10.2	14.1.1
11	38 à 45
12.4	41